

Pauvreté et procréation dans les bidonvilles d'Asuncion
Extreme Poverty and Fertility: Demographic Study of a
Marginal Population
Pobreza y procreación en las villas miseria de Asunción

Juan F. Schoemaker

Numéro 17 (57), printemps 1987

Survivances et modèles de développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034366ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1034366ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Schoemaker, J. F. (1987). Pauvreté et procréation dans les bidonvilles d'Asuncion. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (17), 37-42.
<https://doi.org/10.7202/1034366ar>

Résumé de l'article

Cherchant à approfondir le thème de la démographie de la pauvreté, l'auteur met en question un postulat du mouvement de planification familiale selon lequel le niveau élevé de fécondité des pays sous-développés est l'effet de l'irrationalité et de l'absence d'attitude « moderne » en matière de procréation. Selon lui, la fécondité est plutôt, pour les femmes et les familles concernées, une stratégie de survie. Les enfants sont vus comme des « fournisseurs de temps »; leur participation aux activités domestiques libère les adultes d'une grande partie de ces tâches et leur permet de se consacrer à des activités plus rentables. En examinant cette hypothèse auprès des femmes marginales d'Asuncion (Paraguay), l'auteur conclut que plus la situation économique est grave, plus les femmes favorisent, consciemment, une famille nombreuse. Cependant, des tendances indiquent une baisse du niveau de fécondité des marginaux, en raison de l'utilisation de contraceptifs chez les femmes plus jeunes.

Pauvreté et procréation dans les bidonvilles d'Asuncion¹

J.F. Schoemaker

Bien que, dans les pays du Tiers monde, la relation entre le comportement reproducteur et la classe sociale ne soit pas toujours claire, le fait que la fécondité des marginaux urbains soit extrêmement élevée est généralement accepté. Étant donné que la « démographie de la pauvreté » est un sujet qui n'a pas été exploré suffisamment, il n'existe pas de cadre théorique qui permettrait une interprétation et une compréhension satisfaisantes de cette tendance.

Une école de pensée, dominante dans les années soixante, a encore beaucoup d'influence dans le domaine de la démographie : le mouvement de planification familiale. Il est intéressant de noter que l'apparition de ce mouvement coïncide avec celle d'une littérature quasi apocalyptique sur « l'explosion de la population », illustrée par des ouvrages tels que *The Popu-*

lation Bomb (Ehrlich, 1970), *The Population Dilemma* (The American Assembly, 1963) et *The Population Problem* (Johnson, 1973). Ces deux courants de pensée s'appuient sur l'idée, explicite ou implicite, que la cause principale du sous-développement des pays du Tiers monde est leur croissance démographique incontrôlée. Ils partagent aussi une vision catastrophique de l'avenir de l'humanité si la croissance démographique n'est pas effectivement arrêtée.

Le présupposé de base du mouvement de planification familiale est que la fécondité élevée des pays sous-développés est le résultat de l'irrationalité et de l'absence d'attitude « moderne » en matière de fécondité. D'après Raulet (1970 : 213), par exemple, « il est possible d'affirmer que les pays économiquement développés sont "modernes du point de vue démographique tan-

dis que les pays non développés sur le plan économique ne le sont pas ». Cette affirmation ressemble beaucoup à celle de Taeuber (1963 : 33), qui classe l'humanité dans deux catégories : « les peuples démographiquement développés et les peuples démographiquement sous-développés ». Suivant une orientation semblable, Stycos (1962) exprime sa conviction que la limitation des naissances n'a pas été adoptée dans certains pays de l'Amérique latine à cause de l'absence d'organisation familiale adéquate et de la prévalence des tabous sociaux. Selon Davis (1967), si les femmes des pays sous-développés veulent avoir plusieurs enfants, c'est parce qu'elles ont hérité des modèles de comportement reproductifs des temps où la forte mortalité infantile exigeait une fécondité également élevée. Des points de vue semblables sont énoncés par des auteurs

38 tels que Berelson (1969), Cadbury (1962) et d'autres.

Cette position est fortement critiquée par Mamdani (1972), qui attribue l'insuccès d'un programme de planification familiale mis à l'essai dans un village du Punjab (Inde) non pas au fait que les villageois étaient irrationnels, mais au fait qu'ils désiraient beaucoup d'enfants : ils avaient besoin de ces enfants pour augmenter le nombre de travailleurs dans la famille et améliorer ainsi leur probabilité de survie. Récemment, Nag et Kak (1984) ont fait une sorte de reprise de l'enquête de Mamdani, et malgré leur scepticisme à l'égard des résultats présentés par celui-ci, leurs conclusions appuient l'hypothèse qu'une baisse de la fécondité se produit seulement quand il y a des changements majeurs dans la société (dans ce cas particulier, l'introduction de la technologie moderne, des innovations institutionnelles et l'expansion de l'instruction formelle) qui réduisent l'utilité économique des enfants.

Après plusieurs années de recherche, Caldwell (1982, 1983) arrive à une conclusion semblable à celle de Mamdani. Selon lui, la haute fécondité des populations de l'Afrique tropicale (et du Tiers monde) est le produit d'une stratégie consciente et rationnelle (même s'il n'utilise pas ces mots). Plusieurs auteurs, en fait, soutiennent que le fait d'avoir beaucoup d'enfants peut être un comporte-

ment rationnel et convenable pour les couches sociales plus défavorisées. Outre Mamdani et Caldwell, on peut citer Meillassoux (1975), Nag, Peet et White (1977), Gregory et Piché (1981), Nag (1981) et Stark (1981a, 1981b). Tous ces travaux s'intéressent aux populations rurales des pays non développés. En ce qui concerne les marginaux urbains, il y a un grand manque de recherches empiriques à partir desquelles on pourrait élaborer des hypothèses de base. Pourtant, il est très raisonnable d'avancer que pour les familles urbaines défavorisées avoir beaucoup d'enfants est aussi rationnel et convenable que pour les familles rurales.

En effet, pour les marginaux, l'augmentation de la taille de la famille implique la multiplication, réelle ou potentielle, des sources d'aide économique. Ces enfants commencent à travailler à un âge très précoce, soit dans des activités rentables, soit dans des tâches domestiques, qui peuvent avoir aussi une valeur économique importante. Même des auteurs qui contestent le fait que les enfants constituent un avantage économique admettent qu'ils sont des « fournisseurs de temps », c'est-à-dire que leur participation aux activités domestiques libère les adultes d'une grande partie de ces tâches. Grâce à cela, les adultes ont plus de temps pour des activités rentables (Lindert, 1980). Dans la population que nous avons étudiée, par exemple, nous avons constaté que la majorité des familles marginales n'ont pas de réfrigérateur ou d'eau courante dans leur maison. Cela veut dire qu'il faut aller au marché ou au dépanneur du coin chaque jour, voire plusieurs fois par jour. Il faut aussi se déplacer souvent jusqu'au robinet public le plus proche. Avoir des enfants pour faire ces tâches peut signifier une aide importante.

En d'autres mots, la haute fécondité qui caractérise les femmes marginales ne s'explique pas, selon

nous, par une attitude fataliste ou traditionaliste, ou par la méconnaissance des moyens contraceptifs. Plutôt, face à une situation d'extrême pauvreté, ces femmes adoptent des stratégies de survie qui consistent à avoir un grand nombre d'enfants. Ces derniers auront plus tard des activités rémunératrices qui leur permettront de contribuer au soutien de la famille, ou encore ils participeront aux tâches ménagères. Cela ne veut pas dire que les femmes ont des enfants dans le seul but d'en tirer profit. Mais elles voient un certain avantage au fait d'avoir une famille relativement nombreuse, et donc elles se soucient moins de limiter les naissances.

Quelques auteurs ont contesté l'emploi de l'expression « stratégies de survie », mais nous la jugeons adéquate. Stratégie veut dire dans ce cas adoption de certains comportements qui tendent à réduire les probabilités d'une détérioration des conditions de vie de la famille. Cette détérioration mettrait en danger l'existence même du groupe familial ou de ses membres. En effet, pour la plupart, les marginaux ont un niveau de vie minimal. Le fait que le taux de mortalité infantile soit deux fois plus élevé dans les bidonvilles que dans l'ensemble de la capitale montre jusqu'à quel point c'est leur existence physique même qui est en jeu.

Pour évaluer l'hypothèse des stratégies de survie, nous avons examiné le comportement procréateur et les attitudes des femmes marginales d'Asuncion, capitale et principale ville du Paraguay. Définies opérationnellement, les femmes marginales sont celles qui résident dans les bidonvilles. Naturellement, notre analyse se limite aux femmes en âge de procréer.

Dans les bidonvilles d'Asuncion, comme dans tous les milieux urbains défavorisés de l'Amérique latine, l'affaiblissement du revenu que les adultes actifs sont capables de produire entraîne une augmen-

tation du nombre de personnes actives. Plus le revenu des adultes qui travaillent est faible, plus les membres de la famille ont des activités rémunératrices. L'intensification de l'activité économique de ses membres est donc une des stratégies de survie de la famille, pour empêcher l'aggravation de la pauvreté. On pourrait raisonnablement penser que le fait d'avoir une famille nombreuse pourrait faciliter cette intensification.

En effet, l'aggravation de la pauvreté semble entraîner aussi une augmentation de la fécondité. Ainsi, la fécondité des femmes qui résident dans les bidonvilles est nettement supérieure. L'indice synthétique de fécondité de ces femmes pour l'année 1984 est de 5,3², alors que d'après les résultats de l'Enquête démographique rétrospective de 1977 l'indice est de 2,9 pour l'ensemble de la ville³. Ce qui est plus intéressant, c'est que même dans le contexte de pauvreté généralisée des bidonvilles, les variations de revenu sont associées à des différences significatives dans le nombre moyen d'enfants par femme. Indépendamment de la scolarité ou de l'âge des femmes, plus le revenu de la famille est faible, plus elles ont d'enfants. Puisque les différences de revenu entre ces familles ne sont pas très importantes, il appert que même une amélioration modeste de la situation économique peut avoir un impact significatif sur la fécondité.

La relation entre le niveau de fécondité et le degré de pauvreté de la famille ne semble pas fortuite. Tout d'abord, l'information sur les méthodes contraceptives efficaces est très répandue parmi les femmes marginales, même les plus pauvres et les moins instruites. De plus, les facteurs que l'on pourrait juger plutôt indépendants de la volonté d'atteindre une famille d'une certaine taille, tels l'âge à la première naissance, la durée d'exposition au risque de conception et

l'incidence des avortements (si l'on suppose que ces derniers sont pour la plupart spontanés), ne semblent pas dépendre du revenu familial. Par ailleurs, les grossesses non désirées ne sont pas plus nombreuses chez les femmes pauvres que chez les autres. Enfin, on ne peut pas dire que le rapport de cause à effet va dans le sens inverse, et que c'est parce que les femmes ont beaucoup d'enfants que le revenu familial est faible. Cette relation pourrait se vérifier si nous utilisions le revenu familial per capita. Dans ce cas, évidemment, plus la famille est nombreuse, plus le revenu per capita tendrait à être faible. Nous avons utilisé, précisément pour éviter ce biais, le revenu moyen des adultes actifs. Or il est peu vraisemblable que le revenu des adultes qui ont une activité rémunératrice soit déterminé ou influencé par le nombre d'enfants de la famille.

Par contre, l'examen du comportement en matière de contraception de même que des attitudes manifestées par les femmes elles-mêmes indique que dans ce domaine la volonté et la rationalité jouent un rôle important. Indépendamment de leur degré de scolarité, plus les femmes sont pauvres, moins elles utilisent de contraceptifs. Quant aux femmes qui ont pratiqué la contraception, plus elles sont pauvres, plus elles tendent à la retarder, c'est-à-dire plus elles ont d'enfants quand elles commencent à utiliser des contraceptifs.

Notons qu'ici nous ne parlons pas seulement des contraceptifs efficaces, dont l'utilisation suppose, en principe, un certain bagage d'information et un certain pouvoir d'achat. Nous parlons de toutes les méthodes, y compris les méthodes traditionnelles, qui sont connues même par les femmes les moins instruites et qui sont facilement accessibles. Donc l'hypothèse selon laquelle les femmes les plus pauvres commencent à pratiquer la contraception plus tard parce

qu'elles sont moins informées ou parce qu'elles ont moins de moyens financiers est difficilement soutenable. Si elles pratiquent moins la contraception, et si elles commencent à le faire après avoir eu un plus grand nombre d'enfants, c'est vraisemblablement parce qu'elles préfèrent les familles nombreuses, ou du moins parce qu'elles sont moins motivées à limiter leur famille. On a pu établir, d'ailleurs, un rapport très étroit entre le comportement en matière de contraception et le nombre d'enfants nés vivants que les femmes ont vers la fin de leur période de procréation. En fait, la variable qui explique statistiquement le mieux la fécondité est le nombre d'enfants vivants lorsque la femme a commencé la contraception. Cela nous porte à penser que la fécondité est en effet l'objet d'un mécanisme de décision conscient et non pas un phénomène aléatoire. Ce résultat implique également que, malgré la diffusion des moyens contraceptifs traditionnels, ces femmes parviennent à avoir un certain contrôle sur leur fécondité.

Les attitudes révèlent aussi une certaine cohérence. Plus la situation de la famille est critique, plus les femmes considèrent que les enfants devraient commencer à travailler jeunes et moins elles pensent que la famille devrait investir dans leur éducation. Autrement dit, plus elles sont pauvres, plus elles voient les enfants comme une source d'aide additionnelle pour la famille. Qui plus est, ces attitudes semblent influencer le comportement procréateur : les femmes qui favorisent le travail des enfants et qui ne cherchent à leur assurer qu'un niveau de scolarisation assez faible tendent à avoir une fécondité sensiblement supérieure.

On pourrait contester cette relation de cause à effet et dire que ces attitudes n'expliquent pas la forte fécondité de ces femmes, mais que, au contraire, c'est parce qu'elles ont beaucoup d'enfants qu'elles préfé-

rent voir ces derniers commencer à travailler plus jeunes et étudier moins, de façon à alléger la charge qu'ils représentent. Toutefois, nous avons trouvé qu'indépendamment de l'âge, de la scolarité et du nombre d'enfants survivants la pratique actuelle de la contraception est moins importante parmi les femmes qui veulent que leurs enfants commencent à travailler plus jeunes et qui pensent ne leur assurer qu'un niveau de scolarité minimale. Si elles avaient acquis ces attitudes à cause de la pression que leurs nombreux enfants représentent, vraisemblablement, elles devraient être plus motivées pour éviter d'autres grossesses et elles devraient donc utiliser plus de contraceptifs. D'autre part, on doit croire que si elles ont moins recours aux contraceptifs actuellement, c'est parce qu'elles sont plus enclines à avoir d'autres enfants. Rappelons qu'il s'agit de femmes qui, en principe, sont exposées au risque de conception.

Nous croyons donc avoir de bonnes raisons d'affirmer que les femmes ont ces attitudes à cause de l'extrême pauvreté et que ces attitudes, à leur tour, contribuent à favoriser une fécondité plus élevée.

Il faut tenir compte du fait que ces résultats proviennent d'une analyse transversale, raison pour laquelle nous n'avons pas suffisamment d'information pour confirmer ces hypothèses avec plus de certitude. Mais il est évident que nos

résultats vont dans le sens des hypothèses voulant que plus la situation économique est grave, plus les femmes favorisent, consciemment, une famille nombreuse.

Par ailleurs, on s'en doute, le niveau de scolarisation de la femme est un facteur d'une importance fondamentale. Nous avons constaté que, quelle que soit la situation économique de la famille, la scolarité influe de façon déterminante sur les attitudes de la femme aussi bien que sur son comportement procréateur. D'un côté, elle contribue à élargir l'horizon et à donner une perspective différente face à l'avenir et face à la vie en général. D'un autre côté, le fait d'être plus instruite implique une marge de manoeuvre plus grande et de meilleures possibilités de se débrouiller dans l'existence. Cela signifie également que la femme est capable de concevoir des stratégies de survie autres que la procréation et la maximisation de l'activité économique des enfants.

Cette étude laisse par ailleurs entrevoir l'adoption de nouveaux comportements en matière de contraception et de procréation parmi les générations les plus jeunes. Nos résultats montrent qu'indépendamment du degré de scolarité les femmes de moins de 35 ans ont beaucoup plus souvent recours aux contraceptifs et commencent à les utiliser avant d'avoir beaucoup d'enfants. Il est possible qu'à cause des changements qui se sont produits dans la société au cours des dernières années les familles ou les femmes soient en train de mettre en pratique de nouvelles stratégies de survie. Ces stratégies seraient vraisemblablement moins axées sur l'augmentation du nombre d'enfants et favoriseraient peut-être davantage la scolarisation des enfants. Quoi qu'il en soit il est évident que le niveau de fécondité des marginaux accuse une tendance à la baisse. Les pratiques de contraception des nouvelles générations semblent indiquer que cette tendance se pour-

suivra durant quelques années.

Une conclusion importante ressort de cette étude : cette population a besoin d'un programme subventionné qui rende les méthodes contraceptives modernes accessibles à tous. Très souvent les femmes essaient de contrôler leur fécondité au moyen de méthodes qui ont peu ou qui n'ont pas d'efficacité. Environ 60 % des femmes qui ont pratiqué la contraception ont utilisé des méthodes traditionnelles au moins une fois. Cela signifie qu'elles ne sont pas toujours en mesure de contrôler leur comportement reproducteur de façon aussi satisfaisante qu'elles le voudraient. Il y a, par conséquent, une proportion non négligeable de grossesses et d'enfants non désirés.

Étant donné que presque toutes les femmes connaissent les moyens contraceptifs efficaces, l'hypothèse la plus plausible est qu'elles recourent aux méthodes traditionnelles parce que les autres leur sont financièrement inaccessibles. Nous ne mentionnons que ce dernier facteur, parce que d'après cette enquête et les autres auxquelles nous avons participé, l'utilisation de contraceptifs ne semble pas entraîner de coûts sociaux. Autrement dit nous n'avons pas vu d'indices d'une pression sociale ou d'un contrôle émanant de la communauté, qui empêcherait ou rendrait difficile l'obtention des moyens contraceptifs. Les femmes discutent de ces moyens et du comportement procréateur en général de façon très libérale et très ouverte. En fait, elles font preuve d'une ouverture d'esprit plus grande que celle qui paraît exister dans les couches sociales plus favorisées.

Le budget et le pouvoir d'achat des marginaux étant très restreints, ce programme devrait être subventionné, sinon totalement, du moins en grande partie. Ce serait le seul moyen d'atteindre la majorité de cette population. Il importe de souligner, par ailleurs, que ce pro-

gramme viserait à aider ces gens à planifier leur famille et non pas à établir des mécanismes pour contrôler leur reproduction. Malgré leur similitude apparente, ces deux orientations sont diamétralement opposées. Le contrôle de la population comporte une intervention effectuée et dictée de l'extérieur. La planification familiale, dans la mesure où elle est libre de propagande et de moyens de pression, aide les familles à contrôler elles-mêmes leur comportement procréateur, en fonction de leurs besoins et de leurs choix.

La question qui se pose maintenant, est de savoir dans quelle mesure ce programme modifierait la fécondité des femmes marginales. Nous avons vu qu'une certaine rationalité amène ces femmes à avoir beaucoup d'enfants, et à en avoir d'autant plus que la situation économique de la famille se détériore. Nous avons vu aussi qu'une amélioration de la situation économique de la famille, même s'il ne s'agit pas d'une amélioration radicale, peut produire des changements importants du comportement procréateur.

Vraisemblablement, si l'on veut provoquer une baisse substantielle de la fécondité dans la population marginale, un programme de planification familiale devrait être intégré à un programme global d'amélioration des conditions de vie de cette population. Cette dernière doit avoir accès à une meilleure scolarisation et à des emplois productifs et stables. Quelqu'un a affirmé que pour les pays du Tiers monde la meilleure pilule est le développement. En ce qui concerne les populations urbaines marginales, nous ne sommes sans doute pas très loin de la vérité si nous affirmons que la meilleure pilule est la justice.

Juan F. Schoemaker

Département de démographie
Université de Montréal

NOTES

¹ Cet article est basé sur une thèse de Ph. D. de l'auteur, récemment soumise à l'Université de Montréal.

² Ces taux ont été calculés par la méthode P/F de Brass, à l'aide des modèles de fécondité de Coale et Trussell (voir Coale et Trussell, 1974 ; Nations Unies, 1983).

³ Malheureusement, nous n'avons pas d'indice comparable plus récent. Les données du dernier recensement de la capitale n'ont pas encore été publiées, et le rapport de l'Enquête nationale de fécondité de 1979 n'a pas fourni cet indice.

Bibliographie

- THE AMERICAN ASSEMBLY. P.M. HAUSER, éd. 1963. *The Population Dilemma*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.
- ARGUELLO, O. 1981. « Estrategias de supervivencia : un concepto en busca de contenido », *Demografia y Economia*, 15, 2.
- BERELSON, B. 1969. « Beyond Family Planning », *Studies in Family Planning*, 38.
- BONDESTAN, L. 1980. « The Political Ideology of Population Control », dans L. BONDESTAN et S. BERGSTROM. *Poverty and Population Control*, New York, Academic Press.
- BRASS, W. et autres. 1973. *The Demography of Tropical Africa*. Princeton, Princeton University Press.
- BRASS, W. 1975. *Methods for Estimating Fertility and Mortality from Limited and Defective Data*. Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- BRIZUELA DE RAMIREZ, F. 1981a. « Fecundidad general y fecundidad diferencial en el Paraguay », dans STP, CELADE et DGEC. *Encuesta Demografica Nacional del Paraguay : 1977*. San Jose, CELADE.
- BRIZUELA DE RAMIREZ, F. 1981b. « La fecundidad », dans *Encuesta Nacional de Fecundidad*, Asuncion, Paraguay, Direccion General de Estadistica y Censos.
- CADBURY, G.W. 1962. « Outlook for Government Action in Family Planning in the West Indies », dans C.V. KISER, éd. *Research in Family Planning*. Princeton, Princeton University Press.
- CALDWELL, J.C. 1982. *Theory of Fertility Decline*. New York, Academic Press.
- CALDWELL, J.C. 1983. « Direct Economic Costs and Benefits of Children », dans R.A. BULATAO et R.D. LEE. *Determinants of Fertility in Developing Countries*. New York, Academic Press.
- COALE, A. et J. TRUSSELL. 1974. « Model Fertility Schedules Variations in the Age

- Structure of Childbearing in Human Populations », dans *Population Index*, 40.
- DAVIS, K. 1967. « Population Policies: Will Current Programs Succeed ? », *Science*, 158.
- GREGORY, J. et V. PICHÉ. 1981. *The Demographic Process of Peripheral Capitalism Illustrated with African Examples*. Montréal, McGill University Press, Working Paper Series 29.
- HAUSER, P.M. 1963. Voir The American Assembly.
- JOHNSON, S. 1973. *The Population Problem*. Newton Abbot, David and Charles.
- LEE, R.D. et R.A. BULATAO. 1983. « The Demand for Children: A Critical Essay », dans R.A. BULATAO et R.D. LEE. *Determinants of Fertility in Developing Countries*. New York, Academic Press.
- LINDERT, P.H. 1980. « Child Cost and Economic Development », dans R.A. EASTERLIN. *Population and Economic Change in Developing Countries*. Chicago, The University of Chicago Press.
- MAMDANI, M. 1972. *The Muth of Population Control: Family, Caste and Class in an Indian Village*. New York, Monthly Review.
- MEILLASSOUX, C. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, François Maspero.
- MUELLER, E. et K. SHORT. 1983. « Effect of Income and Wealth on the Demand of Children », dans R.A. BULATAO et R.D. LEE, *Determinants of Fertility in Developing Countries*. New York, Academic Press.
- NAG, M. 1981. « Economic Value and Cost of Children in Relation to Human Fertility », dans N. EBERSTADT. *Fertility Decline in the Less Developed Countries*. New York, Praeger.
- NAG, M. et N. KAK. 1984. « Demographic Transition in a Punjab Village », *Population and Development Review*, 10, 4.
- NAG, M., R.C. PEET et B. WHITE. 1977. « Economic Value of Children in Two Peasant Societies », *Congrès internatio-*

nal de la population, Mexique. Liège, UIESP.

NATIONS UNIES. 1983. *Manual X, Indirect Techniques for Demographic Estimation*. New York, Nations Unies.

RAULET, H. 1970. « Family Planning and Population Control in Developing Countries », *Demography*, 7, 2.

STARK, O. 1981a. « The Asset Demand for Children during Agricultural Modernization », *Population and Development Review*, 7, 4.

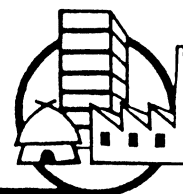
STARK, O. 1981b. *Migration Theory, Game Theory. Toward a New Theory of Urban to Rural Migration in Less Developed Countries*. Communication non publiée.

STYCOS, M. 1962. « Experiments in Social Change: The Caribbean Fertility Studies », dans C.V. KISER, *Research in Family Planning*. Princeton, Princeton University Press.

TAEUBER, I. 1963. « Population Growth in Underdeveloped Areas », dans P.M. HAUSER, *The Population Dilemma*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.

Community Development Journal

An International Forum



The *Community Development Journal* covers community development, seen as political, economic and social programmes which link the activities of people with institutions and government. Issues covered include, for example, community action, village, town and regional planning, community studies and rural development.

Articles in recent and forthcoming volumes include:

Organizing Landless Women in Bangladesh **Naila Kabeer**

Rural Development Policy in Canada **M B Lapping and A M Fuller**

The Change Agent: A Radical Perspective **Bridget Dillon**

Social Services and Local Democracy in Yugoslavia **Will Bartlett**

Confronting Gender, Poverty and Powerlessness **Sundari Ravindran**

Self-Help Housing and Social Change in Colombia **Jose Ospina**

Rates for Volume 21, 1986: £20 (UK), \$38 (N. America), £26.50 (Elsewhere)

ORDER FORM

☐ Please record my subscription to Volume 21, 1986

☐ Please send me a sample copy.

Name

Address

Payment may be made by cheque, credit transfer or most leading credit cards.

XAIRCD

OXFORD JOURNALS

Journals Subscription Department, OUP, Walton Street, Oxford OX2 6DP, UK